



## Conseil économique et social

Distr. générale  
4 janvier 2015  
Français  
Original : anglais

---

### Commission de la condition de la femme

Cinquante-neuvième session

9-20 mars 2015

Suivi de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes  
et session extraordinaire de l'Assemblée générale intitulée  
« Les femmes en l'an 2000 : égalité entre les sexes,  
développement et paix pour le XXI<sup>e</sup> siècle »

**Déclaration soumise par l'Association of War-Affected Women, Bangladesh Nari Progati Sangha, Center for Women's Global Leadership, Internationale de l'éducation, Equidad de Género : Ciudadania, Trabajo y Familia, Forum for Women and Development, Fundación para Estudio e Investigación de la Mujer, Women's International Cross-Cultural Exchange, l'Alliance internationale des femmes, la Fédération internationale des femmes diplômées des universités, la Fédération internationale des femmes juristes, la Fédération internationale des femmes des carrières juridiques, International Public Policy Institute, la Coalition internationale pour la santé de la femme, le Comité d'action internationale pour la promotion de la femme Asie Pacifique, l'Association internationale des femmes médecins, National Council of Women of the United States, People's Decade of Human Rights Education, Tandem Project, l'Union de l'action féminine, Women and Modern World Centre, le Réseau mondial des femmes pour les droits reproductifs, Women's Intercultural Network, World Federation for Mental Health et World Young Women's Christian Association, organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social\***

Le Secrétaire général a reçu la déclaration suivante, dont le texte est distribué conformément aux paragraphes 36 et 37 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

---

\* La présente déclaration n'a pas été revue par les services d'édition.



## Déclaration

### Égalité, développement et paix : 2015 et au-delà

Le Center for Women's Global Leadership de l'Université de Rutgers et les organisations signataires se félicitent que la cinquante-neuvième session de la Commission de la condition de la femme entreprenne un examen et une évaluation des progrès réalisés dans l'application de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing et qu'elle constitue également une occasion d'intégrer les perspectives sexospécifiques dans le programme de développement de l'après-2015.

L'année 2015 sera décisive pour les Nations Unies, les États membres et la population mondiale. Nous sommes convaincus de l'indivisibilité des droits de l'homme (droits économiques, sociaux, culturels, civils et politiques) et de leur importance cruciale en 2015 et au-delà pour les personnes et les groupes liés par une humanité commune.

Le monde a considérablement évolué depuis la Conférence de Beijing en 1995. Dans ce monde en pleine mutation, les femmes ont souvent été plus durement touchées en raison de la multiplicité de leurs rôles et de leurs identités qui les exposent à diverses formes d'oppression, d'exploitation et de discrimination.

- La politique macroéconomique : compte tenu du rôle prépondérant de la finance dans l'économie et l'existence quotidienne des habitants des grands et petits pays, et de l'interdépendance économique croissante entre les nations, les politiques économiques ont d'importantes répercussions sur le plan national et international. Les inégalités économiques se sont aggravées au sein des différents pays et entre eux. En raison de la crise financière mondiale de 2008, il a fallu venir en aide aux banques privées en mettant en place des plans de sauvetage dont les foyers à faible revenu et revenu intermédiaire ont dû assumer le fardeau. Le rôle toujours accru des acteurs du secteur privé dans le développement, opérant seuls ou en association avec les gouvernements, a modifié les rapports de force. Ces faits nouveaux ont, dans de nombreux cas, exacerbé et aggravé les inégalités à l'intérieur des différents pays et entre eux, mettant en péril les efforts entrepris pour la réalisation des droits de l'homme.
- Le travail des femmes : dans certaines régions du monde, l'emploi féminin rémunéré a augmenté, notamment sur les chaînes de montage, mais leur participation accrue à la main-d'œuvre ne s'est pas traduite par des emplois décents, un salaire équitable, des conditions de travail sécuritaires et des prestations suffisantes. Les femmes migrantes demeurent confrontées à de multiples formes de discrimination lorsqu'elles cherchent du travail à l'extérieur de leur pays d'origine. La répartition inégale du travail domestique non rémunéré continue de nuire à l'exercice des droits des femmes à la santé, aux loisirs, à la participation et au travail. La crise climatique mondiale a anéanti les efforts entrepris par les femmes dans de nombreux pays pour mettre en place des moyens d'existence durables et, dans certains cas, elle a menacé l'existence même de leurs communautés.
- La violence fondée sur le sexe et le militarisme : en dépit des efforts entrepris par les femmes dans le monde entier, la violence sexiste perpétrée par les acteurs étatiques, exacerbée par l'utilisation croissante d'armes de petit calibre lors des agressions survenant dans le cadre des relations intimes et les

violences sexuelles commises pendant et après les conflits demeurent une réalité quotidienne pour de nombreuses femmes. La prolifération des armes de petit calibre et des armes nucléaires comme moyen de pression demeure une menace pour un avenir paisible et durable, et continuera de contribuer à la violence des conflits et à la violence sexiste dans le monde entier. Ces réalités montrent qu'il est nécessaire de créer un partenariat mondial engagé en faveur de la réalisation des droits de l'homme pour tous et de l'élargir sans cesse.

Nous exhortons tous les États membres à utiliser un cadre des droits humains pour façonner des partenariats de développement d'un nouveau genre à l'échelle mondiale et à s'engager clairement en faveur d'un environnement macroéconomique international et propice.

Mettre en place des politiques macroéconomiques favorisant l'égalité dans les différents États et entre eux :

- Reconnaître le rôle joué par la mondialisation financière et affirmer combien il est important de reconnaître les droits économiques et sociaux énoncés dans le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels;
- Établir un consensus mondial sur l'obligation, pour tous les acteurs, de rendre des comptes en matière de droits de l'homme : institutions financières internationales, entreprises multinationales, agences de notation de crédits, gouvernements nationaux et accords commerciaux (multilatéral, bilatéral et régional) et société civile;
- Utiliser les organes créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme pour vérifier que les obligations sont respectées grâce à la transparence et la réglementation, notamment avec un système d'évaluation par les pairs applicables à tous les pays au moyen de l'Examen périodique universel ou de mécanismes identiques en matière de droits de l'homme pour le suivi, l'évaluation et la comparaison afin de constater les progrès accomplis pour s'acquitter des obligations;
- Reconnaître la nécessité d'un environnement réglementaire solide et d'une gestion macroéconomique adéquate afin de mobiliser les ressources locales pour la réalisation des droits; et
- Promouvoir l'acceptation et l'application universelles, par tous les acteurs du développement (publics et privés), des obligations extraterritoriales dans le domaine des droits économiques et sociaux figurant dans les Principes de Maastricht relatifs aux obligations extraterritoriales.

Soutenir des politiques et des programmes encourageant la lutte contre la pauvreté et le droit des femmes au travail et à des moyens de subsistance durables, basés sur l'égalité substantielle et reconnaissant à la fois la vie privée et publique des femmes :

- Promouvoir et protéger les droits fondamentaux des femmes en mettant pleinement en œuvre tous les instruments relatifs aux droits de l'homme, notamment la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, en éliminant la discrimination fondée sur la race, le handicap, le statut de migrant ou d'autochtone, l'âge, l'orientation sexuelle, l'identité sexuelle, etc.;

- Favoriser des politiques qui protègent les droits des femmes à un travail décent, notamment à un salaire et à des prestations équitables, des conditions de travail sécuritaires, et le droit d'association;
- Élargir l'évaluation de l'application des droits sexuels et génésiques des femmes et la façon dont cela est lié à leurs droits au travail;
- Favoriser des politiques qui soutiennent et garantissent juridiquement les droits des femmes à contrôler les terres, la propriété et les ressources productives; et
- Reconnaître la valeur du travail domestique non rémunéré et répartir équitablement les tâches rémunérés et non rémunérés au sein du foyer et, entre le foyer et la sphère publique, grâce à la prestation publique de services de soins, d'incitatifs gouvernementaux, de lois et de règlements relatifs au travail, et d'une législation sur l'égalité, etc.

Promouvoir des politiques qui s'attaquent aux effets délétères du militarisme et de la militarisation sur la viabilité sociale et environnementale :

- Reconnaître la violence sexiste perpétrée par les acteurs étatiques et non-étatiques pour contrôler politiquement, économiquement et socialement les personnes et les communautés;
- Développer des systèmes de reddition des comptes et de réglementation pour les multinationales, notamment dans les industries extractives et les sociétés privées de sécurité militaire;
- Développer des protocoles mondiaux afin de réguler et de réduire les ventes mondiales d'armes de petit calibre et mettre en œuvre des stratégies dans les domaines de la prévention, de la protection, de la justice et des services aux survivants;
- Soutenir et protéger les droits fondamentaux des militantes des droits des femmes qui sont régulièrement contraintes au silence, menacées et tuées parce qu'elles défendent le respect des principes relatifs aux droits de l'homme; et
- Insister sur la participation des femmes dans les négociations de paix et autres processus de transition.

Nous exhortons la Commission de la condition de la femme à faire preuve de leadership en encourageant les États et autres acteurs du développement à élaborer un partenariat mondial se conformant aux obligations en matière de droits de l'homme et œuvrant pour leur pleine réalisation dans tous les pays (mis en œuvre de tous les engagements existants en matière d'égalité et d'autonomisation des femmes et respect des droits de l'homme et des accords internationaux).

**Approuvé par**

Association of War-Affected Women  
Bangladesh Nari Progati Sangha  
Center for Women's Global Leadership  
Internationale de l'éducation  
Forum for Women and Development

Fundación para Estudio e Investigación de la Mujer

Alliance internationale des femmes

Fédération internationale des femmes diplômées des universités

Fédération internationale des femmes juristes

Fédération internationale des femmes des carrières juridiques

International Public Policy Institute

Comité d'action internationale pour la promotion de la femme Asie Pacifique

National Council of Women of the United States

Tandem Project

« Women and Modern World » Centre

World Federation for Mental Health

---